

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 03/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BEAUCE ENERGIE-MEMA2-JPEE

12 rue Martin Luther King
14280 Saint-Contest

Références : IC250514
Code AIOT : 0010012927

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement BEAUCE ENERGIE-MEMA2-JPEE implanté Lieu-dit Les Joncs 28150 Allonnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée dans le cadre de l'action régionale Biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEAUCE ENERGIE-MEMA2-JPEE
- Lieu-dit Les Joncs 28150 Allonnes
- Code AIOT : 0010012927
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 2 éoliennes.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
5	Respect du bridage	AP Complémentaire du 03/10/2022, article 2	Sans objet
6	Mise en œuvre des mesures ERC	AP Complémentaire du 03/10/2022, article 2	Sans objet
7	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 31/12/1016, article 5	Sans objet
8	Balisage	Arrêté Ministériel du 23/04/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lumineux de nuit	article II.3.5	
9	Synchronisation du balisage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 07/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 20/08/2024 relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2023.</p> <p>L'exploitant indique qu'un nouveau suivi est en cours de réalisation.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Le suivi environnemental réalisé en 2023 a conduit le bureau d'études à évaluer la mise en œuvre des mesures préconisées suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2022 (bridage, communication avec les exploitants afin d'éviter l'installation d'éléments attractifs pour l'avifaune et les chiroptères à proximité immédiate des éoliennes, suivi et protection des nichées de busards, entretien rigoureux des plateformes pour diminuer l'attractivité de celles-ci pour les rapaces - voir point de contrôle n°6) et à préconiser les mesures supplémentaires suivantes :

1. Maintien de l'entretien des plateformes
2. Bridage des éoliennes
3. Renouvellement du suivi de mortalité
4. Renouvellement du suivi en altitude.

Concernant le maintien des plateformes, sur le terrain, il est constaté au niveau des éoliennes ME18 et ME19 l'absence de végétation haute.

Concernant le bridage des éoliennes, le bureau d'études propose de modifier le bridage prescrit en 2022 pour couvrir l'activité mesurée en 2023 :

Mois	Juillet	Août	Septembre
Températures supérieures à (°C)	16	15	15
Vitesses de vent inférieures à (m/s)	5	8,5	6

Horaire	Du coucher du soleil à 5h avant le lever du soleil	Du coucher du soleil à 5h avant le lever du soleil	Du coucher du soleil à 5h avant le lever du soleil
---------	--	--	--

Un suivi de l'activité en altitude a été mené en 2024, ayant conduit à une nouvelle modification du plan de bridage. Le bridage ainsi appliqué en 2025 est le suivant :

Eolienne E18 et E19

Juillet : Du coucher du soleil jusqu'à 5h avant le lever du soleil, pour des températures > 16°C, pour des vitesses de vents < 5 m/s

Août : Du coucher du soleil au lever du soleil, pour des températures > 15°C, pour des vitesses de vents < 8,5 m/s

Septembre : Du coucher du soleil jusqu'à 5h avant le lever du soleil, pour des températures > 15°C, pour des vitesses de vents < 6 m/s

Concernant le paramètre horaire, l'inspection des installations classées préconise de le baser sur l'horaire du coucher du soleil, qui détermine beaucoup plus l'activité (les 5 premières heures de la nuit après le coucher du soleil permettent de couvrir entre 88 et 90 % de l'activité totale, d'après les éléments du rapport mortalité de 2023), et non sur le lever du soleil.

Sur le terrain, il est constaté, le 12/08/2025 à 23h20, que les éoliennes du parc sont à l'arrêt.

Par courriel du 29 août 2025, l'exploitant a transmis les justificatif de mise en application du plan de bridage. Les paramètres respectent les préconisations du bureau d'études. Pour les date et heures mentionnées ci-dessus, l'inspection des installations classées constate que les données de production du parc et les conditions météorologiques sont cohérentes avec l'arrêt des éoliennes observé.

L'exploitant a transmis des éléments permettant d'établir que le bridage est effectif pour les conditions prescrites au cours des 12 derniers mois.

Un nouveau suivi mortalité est en cours de réalisation pour évaluer la pertinence de ce plan de bridage. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que toute modification du plan de bridage doit faire l'objet d'une demande au préfet (conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement).

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
Constats : Par courriel du 07/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité". Celui-ci fait apparaître les différents suivis réalisés au cours des dernières années. Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 07/07/2025, l'exploitant a transmis un rapport d'incident d'août 2023, suite à la découverte d'un cadavre de Chardonneret élégant au pied de l'éolienne E18, dans le cadre du suivi environnemental réalisé pour ce parc. Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation,

une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect du bridage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/10/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune

Prescription contrôlée :

Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes

critiques pour les chauves-souris.

Ce plan sera effectif dans les 6 mois à notification du présent arrêté : . du 1er juillet au 30 septembre ; . pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s à hauteur de nacelle ; . pour des températures supérieures à 13 °C à hauteur de nacelle ; . sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil) .

Ces mesures seront couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent,

température). La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage des machines associées, doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des

installations classées. Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit devra faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, compte tenu des suivis de mortalité et

d'activité des chiroptères.

[...]

Constats :

Par courriel du 07/07/2025, l'exploitant a indiqué que le plan de bridage a été renforcé en 2023, puis en 2024 sur la base du suivi mortalité de 2023 et des suivis de l'activité en altitude de 2023 et 2024. Le bridage ainsi appliqué en 2025 est le suivant :

Eolienne E18 et E19

Juillet : Du coucher du soleil jusqu'à 5h avant le lever du soleil, pour des températures > 16°C, pour des vitesses de vents < 5 m/s

Août : Du coucher du soleil au lever du soleil, pour des températures > 15°C, pour des vitesses de vents < 8,5 m/s

Septembre : Du coucher du soleil jusqu'à 5h avant le lever du soleil, pour des températures > 15°C, pour des vitesses de vents < 6 m/s

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que toute modification du plan de bridage doit faire l'objet d'une demande au préfet (article R181-45 du code de l'environnement). Sur le terrain, il est constaté, le 12/08/25 à 23h20 l'arrêt des éoliennes ME18 et ME19.

Par courriel du 29 août 2025, l'exploitant a transmis les justificatif de mise en application du plan de bridage. Les paramètres respectent les préconisations du bureau d'études. Pour les date et heures mentionnées ci-dessus, l'inspection des installations classées constate que les données de production du parc et les conditions météorologiques sont cohérentes avec l'arrêt des éoliennes observé.

L'exploitant a transmis des éléments permettant d'établir que le bridage est effectif pour les conditions prescrites au cours des 12 derniers mois.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre des mesures ERC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/10/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, ERC

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant met en place les mesures suivantes :

' Communication avec les exploitants agricoles locaux afin d'éviter l'installation de mares, structures

perchoirs, haies ou cages pièges à corneilles directement sous les éoliennes ou à leur immédiate proximité;

' Entretien rigoureux des plateformes de manière à maintenir la végétation la plus rase possible afin de diminuer l'attractivité de celles-ci pour les rapaces ;

. Création de bandes enherbées favorables aux rapaces à distance des appareils pour réorienter les rapaces tels que le Busard Saint-Martin, la Buse variable ou le Faucon crécerelle en créant des zones propices à leur alimentation dans la mesure du possible et sous réserve d'un accord trouvé avec un/des exploitant(s) agricole(s).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport de synthèse permettant de justifier de la réalisation des mesures pré-citées.

[...]

Constats :

L'exploitant présente les mesures mises en œuvre suite à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2022 :

- Réalisation d'un suivi et protection des nichées de busards et 2022, 2023, 2024 dont les résultats sont les suivants :

Année	Observations	Résultats
2022	- 1 nid de Busard des roseaux - Présence de mâles et femelles de Busards Saint-Martin	Refus de protection de la nichée par l'exploitant agricole → Transmission à l'OFB → Echec de la protection
2023	- 1 nid de Busard des roseaux - Présence de mâles et femelles de Busards Saint-Martin	Protection nichée de 4 jeunes Busards des roseaux : 2 cadavres + 2 juvéniles à l'envol
2024	- 1 nid de Busard des roseaux - Présence de mâles et femelles de Busards Saint-Martin	3 jeunes Busards des roseaux à l'envol

- réalisation d'un suivi mortalité avifaune et chiroptères en 2023 (voir point de contrôle n°1)
- réalisation d'un suivi en altitude des chiroptères en 2023 et 2024. Cela a conduit à une proposition de modification du plan de bridage en 2023, puis en 2024.
- Entretien des plateformes : l'exploitant indique qu'un paysagiste réalise a minima 3 interventions par an. Sur le terrain, il est constaté l'absence de végétation haute au niveau des plateformes des éoliennes ME18 et ME19.
- Création de bandes enherbées favorables aux rapaces à distance des appareils pour réorienter les rapaces : l'exploitant indique qu'une campagne de prospection foncière a été engagée auprès des exploitants agricoles concernés par les aménagements du parc éolien. Aucun d'entre eux n'a accepté de conventionner une parcelle pour la création de bandes enherbées ou de jachère. La prospection s'est étendue aux exploitants agricoles dans un rayon de 6km autour des éoliennes du parc éolien de Moulin d'Emanville 1 et 2. Parmi les retours, un exploitant agricole semble intéressé. Les discussions sont en cours pour un potentiellement conventionnement d'environ 3 hectares de jachère.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1016, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, ERC

Prescription contrôlée :

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes,

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Constats :

Par courriel du 07/07/2025, l'exploitant a présenté l'avancement des mesures présentées dans l'étude d'impact de son projet :

- Suivi de l'avifaune et suivi des chiroptères au sol : effectué (conclusions suivi 2020 :

Suivi chiroptérologique : Le suivi réalisé au sol montre une réelle homogénéité des résultats puisque seul le Grand Murin s'ajoute à l'inventaire principalement constitué de pipistrelles (commune, de Kuhl et de Nathusius) (Envol Environnement, février 2022).

Suivi avifaunistique : Les oiseaux des plaines semblent ne pas être dérangés par le fonctionnement des éoliennes et occupent volontiers le secteur comme l'Alouette des champs, le Bruant proyer, la Perdrix grise, le Faucon crécerelle, la Buse variable, le Faisan de Colchide ou encore les corvidés et les pigeons (Envol Environnement, février 2022).

- suivi mortalité avifaune et chiroptère : effectué (conclusions suivi 2020-2021 : Mortalité brute identifiée sur le parc éolien lors du suivi :-34 cadavres d'oiseaux : Faucon crécerelle (x4), Hirondelle de fenêtre (x1), Busard Saint-Martin (x1), Martinet noir (x1), Faucon hobereau (x1), Alouette des champs (x2), Perdrix grise (x1), Buse variable (x7), Roitelet à triple bandeau (x1), Etourneau sansonnet (x4), Faisan de Colchide (x2), Pigeon ramier (x7), Corvidé sp. (x1) ;-3 cadavres de chauve-souris : Pipistrelle commune (x1), Pipistrelle de Kuhl (x1), Pipistrelle de Nathusius (x1).

MESURES CORRECTIVES, prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2022 :

-Etudier la mise en place du bridage chiroptérologique de l'ensemble des éoliennes ;

-Communication avec les exploitants agricoles locaux ;

-Entretien rigoureux des plateformes ;

-Renouvellement du suivi busard ;

-Création de bandes enherbées favorables aux rapaces

- Réduction de l'attractivité des zones d'implantation des éoliennes (plateformes) : l'exploitant indique qu'un paysagiste intervient à minima 3 fois par an. Sur le terrain, il est constaté l'absence de végétation haute au niveau des plateformes des éoliennes ME18 et ME19.

- Non éclairage automatique des portes d'accès aux éoliennes. Sur le terrain, il est constaté la présence d'éclairage extérieur au niveau des portes d'accès, cependant cet éclairage ne semble pas être automatique.

- Mise en place d'un système d'asservissement des éoliennes (voir point de contrôle n°5), le bridage a été mis en application suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2022.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Balisage lumineux de nuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux

Prescription contrôlée :

<p>Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).</p> <p>Des feux de moyenne intensité, dits " à faisceaux modifiés ", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A 23h20 le 12/08/2025, il est constaté que le balisage lumineux du parc éolien est assuré par des feux à éclats rouges implanté sur l'ensemble des éoliennes du parc. Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Synchronisation du balisage lumineux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 12/08/2025 à 23h20, il est constaté que le balisage lumineux des éoliennes du parc est synchronisé.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Panneau de prescriptions pour les tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Autre, Numéro d'alerte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent</p>

<p>notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, il est constaté la présence du panneau d'information pour les tiers reprenant les éléments attendus (éoliennes ME18 et ME19). Cependant, ce panneau est implanté au pied des éoliennes et non à distance suffisante pour limiter les risques en cas de consultation du panneau.</p> <p>Constat : le panneau d'information pour les tiers est trop proche des éoliennes, cela engendre un risque en cas de consultation de celui-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>